



Action à la Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche

« Nous Valons Mieux que ça »

AGGLO PRIVAS CENTRE ARDÈCHE Des agents manifestent bâillonnés :

A l'appel de la CGT et de la CFDT, le personnel de la CAPCA-CIAS était EN GREVE le 1er mars 2018 afin d'infléchir la décision de Madame la Présidente et l'amener à retirer en Comité technique la délibération sur le régime indemnitaire RIFSEEP (*régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel*) qu'elle souhaite présenter au prochain conseil communautaire et une reprise immédiate des négociations.

Le RIFSEEP est le nouvel outil indemnitaire de référence qui remplace la plupart des primes et des indemnités dans la fonction publique.

Pour la CGT, c'est un **R**evenu **I**ncertain pour **F**avoriser la **S**oumission des **E**mployés et **E**xploiter le **P**ersonnel

Les agents avaient déjà débrayé 15 jours avant pour soutenir les élus du personnel et crier leurs colères.

Ce 1^{er} mars, les Agents ont décidé en Assemblée générale d'occuper la salle des débats de manière silencieuse. Ils ont soumis leurs revendications sous la forme d'une lettre déposée sur la table devant la Présidente. Une dizaine d'agents ont pu rentrer, mais Monsieur le DGS (*Directeur Général des Services*) a eu pour mission de bloquer avec son corps les **60** autres agents. N'ayant pas pu entrer, ils ont investi les couloirs du siège, adhésifs sur la bouche et pancartes sur le torse « en colère, pas de régime indemnitaire au rabais, reprise immédiate des négociations ».

Les élus du personnel n'ont pas siégé. Le comité n'a duré qu'une dizaine de minutes. Les élus politiques ont adopté en force le nouveau régime indemnitaire. A la sortie les élus, le DGS (*Directeur Général des Services*), la DRH (*directrice des ressources humaines*), et la présidente ont traversé la haie d'honneur silencieuse faites par les agents mécontents.

Par la suite, Les agents se sont réunis sous les bureaux et ont crier, chanter, sifflet, leurs colères.

Prochaine étape : S'inviter au conseil communautaire pour maintenir la pression.